

SAIDAL

Le nouveau P-dg relevé de ses fonctions

Le nouveau président directeur-général du groupe pharmaceutique public Sidal a été relevé de ses fonctions hier, apprend-on auprès d'une source travaillant au sein du groupe. Mohamed Hammouche a remplacé en novembre dernier Boumediene Derkaoui, limogé également par le ministre de l'Industrie, le 25 novembre 2015. Yacine Tounsi, directeur des projets, a été installé comme P-dg par intérim.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Mohamed Hammouche n'a donc pas duré dans son poste de P-dg de Sidal. Celui qui a été directeur des opérations de l'entreprise avant d'être désigné comme son P-dg le 26 novembre dernier a été relevé de ses fonctions, hier, suite à la réunion du conseil d'administration.

Boumediene Derkaoui qui a été P-dg à la tête de Sidal depuis 2010 ne devait terminer son mandat qu'en avril 2016. Or, le ministre de l'Industrie a décidé de son limogeage en novembre dernier. Hammouche devait donc assurer d'abord la fin de mandat de son prédécesseur pour entamer un nouveau mandat. Mais l'assemblée générale du conseil d'administration a décidé de

mettre fin à ses fonctions. Yacine Tounsi, directeur des projets dans l'entreprise, a été nommé par le conseil d'administration comme le nouveau P-dg par intérim.

Le conseil d'administration a décidé également de nommer M. Kerboub comme président du conseil d'administration. Une nouveauté, puisque par le passé, le P-dg de l'entreprise occupait aussi le poste de président du conseil d'administration.

Les deux fonctions ont été donc séparées par décision du conseil. Hammouche avait été relevé de ses fonctions pour «mauvaise gestion et suite aux dégâts occasionnés en raison du départ de nombreux cadres qui ont décidé de quitter l'entreprise», nous confie une source.



Valse des P-dg à Sidal.

L'entreprise aurait connu une hémorragie dans son personnel. Ainsi, depuis l'installation du nouveau P-dg une dizaine de directeurs centraux ont présenté leurs démissions ainsi que plusieurs

cadres supérieurs et personnels. «Le centre de bio-équivalence situé à Hussein Dey, à Alger, est vidé de son personnel, l'équipe qui a été formée pendant plus d'une année et qui devait assurer

le fonctionnement du centre a démissionné au complet», nous confie-t-on. On apprend aussi que le ministre de l'Industrie aurait donné instruction à ce que les anciens cadres partis soient rappelés à leurs postes. Ces cadres seraient partis suite à leur mécontentement de la gestion de leur P-dg. «Il n'a fait que nuire à l'entreprise en remettant en cause tous les projets et programmes de développement de son prédécesseur», nous confie-t-on d'anciens cadres du groupe. Selon eux, les nouveaux programmes de l'entreprise peinent à démarrer depuis l'installation du nouveau P-dg. En témoigne le projet de l'usine d'insuline de Constantine.

Le groupe devait en effet mettre sur le marché algérien les premiers flacons d'insuline produits localement durant ce premier semestre. Mais le projet semble connaître du retard.

L'instabilité des P-dg chez Sidal ne risque pas d'améliorer la santé de ce groupe pharmaceutique.

S. A.

SLIM OTHMANI, PATRON DE LA NCA ROUBA :

«Pourquoi n'applique-t-on pas le 51/49% à la Bourse ?»

Le programme public d'introduction en bourse est voué à l'échec si on ne passe pas par une étape où l'on introduit du management privé avec un début de privatisation des entreprises publiques sujettes à des difficultés.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - C'est la conviction profonde du patron de la NCA Rouiba, entreprise cotée à la Bourse d'Alger, Slim Othmani, invité, hier, de l'émission «L'Invité du direct» de Radio M.

L'occasion pour lui d'appeler à la relance des privatisations avec un grand appel aux IDE (investissements directs étrangers) car, dit-il, «il y a des entreprises publiques qui sont dans un mauvais état mais qui pourraient avoir un excellent potentiel si elles sont entre les mains d'acteurs privés qui ont du savoir-faire et de la maîtrise», des acteurs qui peuvent être aussi bien algériens qu'étrangers.

Aussi, l'Etat pourrait envisager d'introduire 30 ou 35% des actifs en bourse. A la condition «de laisser le temps à l'entreprise de reprendre son souffle, c'est-à-dire produire de l'Ebitda (l'excédent brut d'exploitation)».

Prenant l'exemple de l'opérateur de téléphonie public, Mobilis, éligible à l'introduction en bourse au même titre que sept autres entreprises publiques, il suggère que l'Etat ouvre jusqu'à 80% du capital aussi bien aux acheteurs internationaux que nationaux, ce qui aura comme résultat d'attirer les acheteurs potentiels.

En revanche, mettre juste 20% du capital en bourse ne risque pas de faire venir les acheteurs, prévient-il. Il appelle à se débarrasser des «tabous» du genre «c'est la souveraineté nationale».

«Est-ce que le peuple va manger de la souveraineté dans quelque temps ? La souveraineté on va l'acquérir quand on se mettra au travail. On a besoin de plus

d'autonomie», martèle le président du directoire de la NCA Rouiba. Le chef d'entreprise plaide également pour que la règle d'investissement 51/49%, à laquelle l'Etat tient «corps et âme», soit appliquée à la Bourse. Il explique que l'opération d'introduction en bourse d'Aïn Kébira aurait pu réussir si on avait appliqué simplement cette règle, en laissant une partie du capital de la cimenterie achetée par des acteurs non résidents qui peuvent avoir des postes dans le conseil

d'administration et disposer du management de l'entreprise. «Il n'est écrit nulle part que la règle 51/49% n'est pas applicable à la Bourse. Pourquoi ne l'applique-t-on pas ?», s'interroge Slim Othmani qui estime qu'il y a un réel «problème de confiance» entre le gouvernement et le peuple.

Ce problème de confiance se traduit aujourd'hui à travers la Bourse. «L'épargnant vit un problème de confiance qui s'est aggravé ces dernières semaines.

Aujourd'hui, la solution la plus rationnelle pour un détenteur d'un matelas d'argent, c'est d'aller le changer sur le marché parallèle. Ce n'est pas d'aller le mettre ni



Slim Othmani, patron de NCA.

dans l'emprunt national ni dans les titres de la cimenterie d'Aïn El Kébira», relève Othmani.

Y. D.

ABDELMALEK SELLAL DEMAIN À TIARET

La raffinerie et l'usine algéro-iranienne d'automobiles au menu

M. Abdelmalek Sellal est attendu demain, jeudi dans la wilaya de Tiaret où il effectuera une visite de travail d'un jour. Selon le programme arrêté, le Premier ministre, qui sera accompagné de plusieurs ministres dont celui de l'Intérieur et des Collectivités locales, de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, devrait entamer son périple à partir de l'Entreprise de développement des industries de véhicules (Ediv) de Aïn Boucheikif, spécialisée dans le montage de véhicules de type Mercedes destinés en premier au renforcement de la logistique de l'ANP.

Issue d'un partenariat algéro-allemand, l'usine a commercialisé son premier produit en 2012 pour élargir sa gamme aux sociétés et aux particuliers. Le deuxième point est prévu au niveau de la commune de Sebaine, où la délégation visitera des périmètres d'irrigation. Le Premier ministre se rendra ensuite à Aïn Dzari, une localité distante de quelque 30 km

du chef-lieu, pour inaugurer un lycée avant de se déplacer à Sougueur où il marquera une halte au niveau du pôle universitaire situé juste à l'entrée de la ville. Composé d'un bloc pédagogique d'une capacité de 1 000 places et d'une résidence de 500 lits, ce pôle, dont l'ouverture est prévue cette année, devrait réduire la saturation que subit l'univer-

sité-mère Ibn-Khaldoun de Tiaret. Aussi, l'une des étapes, la plus importante dans ce périple, est à ne point douter celle qui mènera le Premier ministre à Sidi El Abed, entre Tiaret et Sougueur, où est implanté le projet de la raffinerie dont les travaux de terrassements sont amplement entamés.

Très attendu par la population locale du fait de son impact certain sur le plan socio-économique (4 000 emplois environ), le méga-projet est d'une capacité prévisionnelle de production de 5 millions de tonnes par an – tous produits hydrocarbures confondus. A Madroussa, le Premier ministre inaugurera une cité de 120 logements ainsi qu'un centre de formation professionnelle d'une capacité de 250 places pédagogiques et de 60 lits où de nouvelles spécialités tels, entre

autres, la mécanique agricole, l'entretien des espaces verts et l'installation de gaz, ont été intégrées.

Enfin, au chef-lieu, la délégation ministérielle clôturera sa tournée par une visite à la zone industrielle de Zaâroura, plus précisément à l'ex-Enaditex, pour s'enquérir de visu de l'état d'avancement du méga-projet algéro-iranien de fabrication de véhicules légers. Cela dit, cette visite pourrait être mise à profit pour que les pouvoirs publics locaux puissent plaider le dégel de certains projets et solliciter des appoints de financements pour la relance d'autres réalisations demeurées en instance d'achèvement comme le complexe mère-enfants de Tiaret, l'hôpital de 120 lits de Sougueur ...

Mourad Benameur